

« J'étais un Robin des Bois » (entrevue)

Jacques Lanctôt et Pierre Turgeon

Volume 32, numéro 5 (191), octobre 1990

Octobre 1970 : Le Québec en otage

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31937ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lanctôt, J. & Turgeon, P. (1990). « J'étais un Robin des Bois » (entrevue). *Liberté*, 32(5), 109–114.

JACQUES LANCTÔT

«J'ÉTAIS UN ROBIN DES BOIS» (entrevue)

— *Comment l'idée d'effectuer un enlèvement politique vous est-elle venue?*

Jacques Lanctôt: Ce projet est né de ma rencontre avec Paul Rose dans un fourgon cellulaire, le soir du célèbre Lundi de la matraque, le 24 juin 1968. La violence policière nous avait radicalisés. Nous voulions montrer à tout le Québec les injustices qui pourrissaient notre société. Un ami cinéaste avait accepté de filmer les luttes politiques et syndicales, la pauvreté, l'humiliation partout à travers le Québec, tout ce que les médias refusaient de montrer. Paul et moi, nous projetions alors d'enlever le gouverneur général et d'exiger, en échange de sa libération, que Radio-Canada diffuse durant 48 heures ces «actualités québécoises» ainsi que les réactions du public à ce politique-o-thon. Nous comptions financer cette production iconoclaste avec des hold-up. Mais nous ne sommes jamais passés à l'action.

Vers la fin de 1969, cette idée m'est revenue sous une autre forme. Le tribunal venait de condamner un de nos amis, Pierre-Paul Geoffroy, à 117 peines de prison à perpétuité. Cette sentence me révoltait. Je rêvais de le libérer, lui et tous nos autres camarades. Quand mon frère s'est retrouvé lui aussi en prison pour avoir parti-

cipé à des opérations clandestines, ma détermination s'est accrue.

Paul me reprochait parfois d'accorder trop d'importance à ce problème d'ordre familial. Mais en fait, tout le FLQ d'alors représentait une grande famille, dont faisaient partie, entre autres, Vallières et Gagnon, condamnés uniquement pour leurs écrits que les autorités jugeaient séditeux.

J'avais aussi un caractère exalté, qui me portait à vouloir toujours me mettre en première ligne lors des manifs. Je voulais servir la cause, et j'étais prêt à donner ma vie pour elle. Cette propension au sacrifice s'explique en partie, je crois, par l'éducation très religieuse que me donna un père qui pratiquait le catholicisme avec autant de ferveur que le fascisme.

— *Avez-vous jamais songé à exécuter votre otage?*

Non. En fait, dès le départ, nous avions décidé que nous ne tuerions jamais James Cross. Du moins de sang-froid. Le risque demeurerait néanmoins qu'au cours d'une fusillade avec la police, il reçoive un coup de feu. Moi-même, j'ai eu la certitude à certains moments que j'allais y laisser ma peau. Ainsi, quand la police a annoncé la mort de Cross, je croyais qu'il s'agissait d'un alibi que la police se donnait à l'avance pour procéder au massacre de tout notre groupe.

Mais au départ, j'étais persuadé que Trudeau céderait à nos demandes après une semaine ou deux. Quand l'opération s'est éternisée, les autres se sont découragés et ont voulu libérer l'otage. J'ai refusé catégoriquement. Je leur ai demandé de se contenter de nous apporter de la nourriture à tous les deux, que je m'enchaînerais à lui s'il le fallait et que je poursuivrais l'enlèvement à moi

seul. Ma détermination les a, sans doute, persuadés de ne pas lâcher.

— *Comment avez-vous réagi à l'annonce de l'enlèvement d'un deuxième otage — le ministre Laporte — par le groupe de Paul Rose?*

Au départ nous étions fous de joie. Il nous sortait de l'impasse, car le gouvernement venait de rejeter toutes nos exigences, et comme nous ne voulions pas exécuter Cross, il nous restait très peu de moyens de pression. Mais nous étions très surpris, car Paul avait refusé de se joindre à notre groupe dans l'opération, en alléguant que le FLQ n'avait pas l'infrastructure nécessaire pour se lancer là-dedans.

Mais notre euphorie s'est vite teintée d'inquiétude quand nous avons constaté que Paul voulait donner l'impression que nous étions un groupe très structuré et puissant. Ainsi son communiqué annonçait qu'il avait agi conformément au plan numéro 7. Du bluff! Nous n'avions même pas un plan numéro 2! Il nous semblait que de gonfler ainsi notre importance réelle pouvait amener des réactions très dangereuses de la part du gouvernement. En fait, nous n'étions déjà plus loin de la Loi sur le mesures de guerre.

— *Comment avez-vous coordonné votre action avec celle de l'autre cellule?*

Mon beau-frère, Jacques Cossette-Trudel, s'est rendu en émissaire auprès de Paul Rose. À son retour, nous avons décidé de mettre fin à notre chantage à la mort. Cross demeurerait en «prison» jusqu'à ce que nos camarades soient libérés. Le temps pressait. J'ai aussitôt écrit un

communiqué annonçant que nous suspendions indéfiniment l'exécution de notre otage. J'espérais que Paul serait alors obligé de se ranger à notre décision, puisque c'était nous qui avions déclenché l'opération. Mais ce communiqué fut intercepté par la police, qui ne le rendit jamais public. Souhaitait-on, dans certains milieux, que le FLQ se compromette en tuant un de ses otages? Je me le demande encore.

Aux yeux du groupe de Paul, nous passions, je le sais, pour des faiblards, à cause de notre incapacité de tuer. Mais mon calcul était simple: le FLQ devait se contenter de répondre à la violence du pouvoir, or celui-ci, malgré tous ses abus, n'avait jamais tué un de nos camarades. On les mettait en prison, mais pas devant un peleton d'exécution.

De nous deux, Paul était sans doute le véritable révolutionnaire, car lui acceptait l'idée qu'on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs, ni une révolution sans infliger la mort. Moi, je me voyais, malgré les termes du manifeste qui disaient exactement le contraire, comme une sorte de Robin des Bois. J'avais lu tous les *Arsène Lupin*, et l'idée du gentleman cambrioleur m'était très chère aussi. C'était aussi l'idée que je me faisais des Tupamaros en Uruguay: des justiciers très nobles...

L'exécution d'un otage ne correspondait pas à la réalité du Québec d'alors. Tout l'appui que la lecture du manifeste à la télévision nous avait procuré a disparu brusquement le lendemain de la mort de Pierre Laporte. Même Michel Chartrand, qui disait jusque-là qu'il ne fallait pas s'énerver parce qu'on avait mis un ministre en pénitence, s'est tu lui aussi.

Peut-être Paul avait-il raison, nous n'étions pas prêts à ce moment-là. Mais quand l'aurions-nous été? Nous ne pouvions continuer à commettre des hold-up juste pour nous entretenir nous-mêmes dans une clandestinité compromettante. Il fallait passer aux actes. Et le FLQ,

c'était aussi moi et mes camarades. Nous avions déjà fait bouger pas mal de choses, en cette année 1970. Si notre enlèvement avait reçu l'appui de la population, je comptais qu'en un an nous aurions pu recruter environ une centaine de nouveaux membres du FLQ. C'était le début d'une véritable révolution. Mais une révolution non sanglante, non méchante. Je suppose que je rêvais en couleurs.

— *Quel impact Octobre a-t-il eu, selon vous, sur notre histoire?*

J'ai pu tenter de mesurer tout cela quand je suis revenu d'exil après dix ans. Les policiers qui m'ont accueilli ne m'ont pas battu, contrairement à ce qu'auraient fait leurs collègues de 1969 ou 1970. Plusieurs d'entre eux m'ont montré avec fierté leur carte de membre du PQ. Et ils portaient sans complexe la barbe, autrefois réservée aux seuls révolutionnaires. Ces détails, je m'en suis aperçu, recouvraient une transformation en profondeur du Québec. Comme m'avaient dit, un peu naïvement, des agents des Services de renseignements français en 1977: «Vous allez pouvoir rentrer chez vous, ce sont vos idées qui triomphent.» René Lévesque n'aurait sûrement pas été d'accord avec cette phrase. Mais c'est grâce à lui que moi et les autres nous sommes rentrés, parce qu'il a dit dans une interview, en 1978 je crois, que les juges devraient tenir compte des années d'exil en prononçant leur sentence contre nous; et cela, venant du premier ministre du Québec, nous a décidés à rentrer au bercail.

Et c'est vrai que la cause de l'indépendance avait beaucoup avancé, que le Québec était devenu une société laïque, pluraliste, secouée autant par la révolution

sexuelle que par le rejet de toutes les formes rigides d'autorité.

Là-dedans, le FLQ ne représente bien sûr qu'une goutte d'eau. Mais cette contribution, si infime soit-elle, je ne la renie pas. Quand Parizeau a affirmé dernièrement qu'il ne fallait pas commémorer la crise, il a perdu une belle occasion de se taire, et j'ai failli déchirer ma carte de membre du PQ, carte que j'ai prise il y a environ deux ans, pour être aux côtés de deux poètes que j'admire, Gaston Miron et Gérard Godin.

Du reste, je crois qu'il ne faut pas que le Québec oublie ce que nous avons fait alors, ni aucun moment de notre histoire, d'ailleurs. Et je ne voudrais pas qu'on nous oublie, même si, comparé à Paul, je risque d'apparaître, ainsi que mon père m'en faisait souvent le reproche, comme «un grand naïf». Quant à moi, j'essaie toujours d'être fidèle à mes idéaux de justice sociale et je crois toujours au socialisme et à l'indépendance du Québec.

(Propos recueillis par Pierre Turgeon)

Jacques Lanctôt faisait partie de la cellule Libération qui enleva James Richard Cross en octobre 1970. Il a passé plus de neuf ans en exil à Cuba et deux ans en prison. Il dirige présentement VLB Éditeur.